

Rapport d'activités 2005 Partie Sud (Afrique)

En 2005, les « Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud » ont poursuivi leurs activités de soutien aux projets sur le terrain en Afrique et le travail d'information en Suisse. Une fois de plus, nous avons constaté que les conditions de vie dans la région de nos projets, la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie, dépendent largement des possibilités qu'a la population rurale de produire et de vendre ses aliments sur place.

Nous sommes convaincus que la réflexion sur les conditions de production et de commercialisation est de toute première importance pour comprendre les difficultés que rencontre la population à sécuriser et à augmenter son niveau de vie. Un projet qui ne s'occuperait que d'aspects techniques de l'agriculture comme l'eau, ne peut pas donner des résultats si en même temps on décourage le producteur par des bas prix et par le manque de considération qu'on donne à son rôle de nourrir la population. L'importation massive de riz et d'autres aliments ne casse pas seulement les prix sur les marchés locaux, mais déstabilise la société rurale et pousse les jeunes vers les villes et vers l'Europe.

Au niveau mondial, en 2005, le dossier agricole et les questions de l'alimentation ont occupé une large place dans les débats. La conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong s'est soldée par un résultat très mitigé. Au moins, le dos-

Dans une société rurale, l'amélioration de la qualité de vie ne peut que passer par l'amélioration du statut du producteur agricole.



sier agricole a pu se faire sa place et n'était pas simplement sacrifié sur l'autel des intérêts du commerce des biens industriels et des services.

Dans ce sens, nous avons, ensemble avec nos partenaires, initié le projet de recherche-action à la suite de l'étude de terrain réalisée en 2003. Son but est de donner un cadre de réflexion aux producteurs et à leurs associations, réfléchir ensemble comment faire pour que la production agricole soit à nouveau reconnue sur les marchés (le paysan reçoit un prix correct pour sa production) et pour que le producteur retrouve son statut social. Concrètement, la recherche-action permet aux producteurs de se rencontrer et de débattre leurs problèmes et des solutions.

Les projets

Le travail de projet s'est poursuivi dans de bonnes conditions: les réalisations avancent. Les projets, financés en grande partie à travers la FGC par la DDC, l'État et la Ville de Genève, ainsi que par les communes Carouge, Versoix, Bernex, Veyrier, Puplinge et Meyrin, représentent pour la majeure partie de nos partenaires un apport essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les grands axes sont toujours:

- Le financement de fonds de développement local, d'une commune de chacun des trois pays, le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.
- Le soutien d'unions, structures qui regroupent des coopératives de production agricole ou artisanale, souvent de femmes.
- Le projet de la Caravane en Mauritanie, un échange d'expériences de production et aussi des rencontres culturelles entre des

unions et des coopératives de production de la région.

- Le projet Sida, appui à l'information sur la maladie et à l'intégration de personnes séropositives, en lien avec des partenaires existants des Jardins de Cocagne.

Nos projets sont financés en grande partie par la Fédération Genevoise de Coopération (FGC), dont les Jardins de Cocagne sont membre.

Globalement les projets ont reçu un financement d'environ CHF 630'000.-.

Les détails sur les projets se trouvent dans la deuxième partie de ce rapport.

Information et réflexion

Bulletins d'information

Nous avons réalisé quatre bulletins d'information à l'intention des 400 membres de la coopérative Jardins de Cocagne. Nous avons pu élargir le public de nos bulletins :

100 personnes intéressées par notre travail le reçoivent dorénavant par courrier, 50 autres personnes par courriel.

Fiches thématiques

A côté de notre bulletin régulier, nous avons réalisé le début d'une série de fiches thématiques. Leur but est de contribuer à la clarification des positions clé dans le débat sur l'agriculture en général. Les premiers

sujets traités sont la souveraineté alimentaire, la distinction entre la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire, ainsi que le rôle de l'exploitation familiale en Afrique.

Nouvelle exposition « 4 milliards de paysans nourrissent le monde »

A la suite de l'étude de terrain de 2003/2004 et inspiré par les réflexions qui ont abouti à l'idée de la recherche-action, nous avons commencé la réalisation d'une exposition de photos sur le thème de l'agriculture et ses problèmes et perspectives. En 2004, Serge Boulaz, photographe, s'est rendu dans notre région pour prendre des photos de la population, de préférence dans ses activités de production agricole. En 2005, il a continué son travail avec les paysans de Genève, surtout avec ceux de l'Affaire Tourne-Rêve.



Karine Besses, étudiante en DESS à l'Université de Lausanne et à l'iuéd, a rencontré dans le cadre de son stage des paysans et nos partenaires au Sénégal pour récolter leurs témoignages.

Un groupe de travail du comité a ensuite consacré beaucoup de travail à exploiter ces

informations et d'avancer la réflexion sur le thème de l'expo qui se veut un lien à la fois émotionnel et politique entre producteurs du Sud et producteurs du Nord.

Exposition « Quitter le fleuve Sénégal - Paris, l'espoir du retour »

L'exposition sur la migration a commencé son parcours fin 2002. Elle a rencontré un beau succès, à la fois sur le plan artistique avec les dessins d'Oscar Baillif et sur le plan de son contenu.

En 2005, elle a été montrée au Festival de

World Music de Vernier sur le stand de la Fédération Genevoise de Coopération.



Le Comité

Le Comité s'est réuni régulièrement, en général tous les mois. Les efforts en faveur d'une répartition plus équitable du travail et

d'une organisation plus spécialisée des tâches se sont poursuivis. Certaines activités ont été accomplies en sous-groupes.

Assemblée générale

L'assemblée générale s'est déroulée comme d'habitude conjointement avec la branche du Nord (donc des activités d'insertion sociale et des visites au jardin), en présence de 20 personnes. Après la partie statutaire, nous avons présenté « Afrique en danger ou la débâcle dans les rizières », film réalisé par Maurice Oudet du Burkina Faso. Il montre la situation difficile des producteurs de riz Au

Burkina Faso face à l'importation de riz asiatique à bas prix. Le débat qui a suivi a montré que la situation au Sénégal est comparable. La politique agricole et la pression de l'extérieur exposent les producteurs à une forte concurrence et les découragent d'investir et de s'investir dans l'agriculture.

Mission

Reto Cadotsch, François Aubert et Alfi Brungger ont effectué la mission annuelle

dans la région des projets. Celle-ci a donné des résultats très positifs.

Ousmane Dianor

Au printemps, Ousmane Dianor a intégré le comité. Il a à la fois une formation et une forte expérience dans le développement. Il

est prévu qu'Ousmane prendra une part active dans les activités du comité, en partie bénévole, en partie rémunérée.

FGC

Nous avons continué notre participation active, dans la mesure de nos possibilités,

aux activités de la FGC.

Visites

Nous avons rencontré en France Baganda Sakho, président du Conseil rural de la

Commune de Kothiary en mission en France auprès des migrants et des bailleurs. Nous

avons aussi rencontré Lamine Ba, notre partenaire au Sénégal.

Conférence

Au mois de septembre, nous avons organisé une conférence sur la médecine traditionnelle au Mali. Jacques Falquet, membre du comité, l'a animée. L'étude de la

médecine traditionnelle est une activité que Jacques mène en dehors des Jardins de Cocagne. La conférence était excellente et elle a rencontré un grand succès.

Conclusions

Qualitativement, le travail du comité s'est déroulé dans des bonnes conditions, à la fois au Nord et au Sud.

Par manque de disponibilités, certains dossiers sont restés en souffrance. Nous arrivons aux limites du bénévolat, il pourrait être intéressant et nécessaire d'intégrer des ressources externes dans certaines activités.

En 2006, nous avons deux priorités:

- Avancer la recherche - action en Afrique pour approfondir la réflexion sur la souveraineté alimentaire
- Terminer l'exposition en vue d'un vernissage fin août 2006.
- Renforcer le concept d'information et de communication au Nord.

Les projets en Afrique

Au Sénégal

Caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel (CLEC)

Budget de Frs 201'982, financé par la FGC
Durée : avril 05 - décembre 06

Ce programme est issu de l'ancien comité de gestion des fonds souples Jardins de Cocagne des années 90. Il concerne deux associations paysannes (ALAEF et Soxaana Fedde) et a pour but, le développement de caisses villageoises d'épargne et de crédit. Le programme est géré par un comité de pilotage composé de représentants des caisses villageoises.

Après une année de transition (2004-2005) sans appui financier extérieur, le programme est actuellement à sa troisième phase (avril 2005-décembre 2006). Financée par la FGC, cette nouvelle phase vise les objectifs suivants :

- la consolidation des caisses actuelles,
- la mise en place de caisses dans de nouvelles zones d'implantation,
- la mise en réseau des caisses, le refinancement et l'autonomisation de la future union des caisses,
- la mise en relation avec le système bancaire formel.

Bilan et perspectives :

A l'heure actuelle, le programme comprend 19 CLEC (dont huit dans la zone de Kothiary

et onze dans la zone ALAEF) et qui regroupent 1293 adhérents qui épargnent et bénéficient de micro crédits. Le montant total des dépôts est de 80 millions de FCFA (200'000 frs.) et celui des encours de crédit à 158 millions de FCFA (395'000 frs.) et un taux de remboursement de 97 %. Comme autre indicateur de la bonne santé financière des CLECS, elles arrivent de plus en plus à faire face à leurs charges administratives et de personnel.

Après une année de mise en œuvre, le programme amorce le processus de mise en réseau des CLECS et qui doit suivre les étapes suivantes :

- création de 3 nouvelles CLEC (une dans la zone d'intervention de Soxaana Fedde et deux autres dans celle de l'ALAEF),
- mise en place de l'Union des CLEC (actuellement, sept CLEC sur neuf sont agréés par le Ministère des Affaires sociales),
- élaboration d'une nouvelle stratégie d'appui du réseau des CLEC,
- développement d'outils pour orienter le crédit vers le financement de l'agriculture.

Le fonds de développement local de la communauté rurale de Kothiary

Budget de Frs 79'889, financé par la FGC
Durée : janvier 04 - juillet 06

Ce fonds a été mis en place il y a trois ans. Géré par un comité de pilotage, composé du maire, des élus et des représentants de la société civile (associations paysannes, groupements féminins, etc.), le fonds a pour but de financer des actions de développement, dans les quarante villages de la commune.

En 2004, plus de 70 projets ont été proposés à ce comité dont une trentaine ont été retenus.

Bilan et perspectives.

En phase finale d'exécution, le programme a fait les réalisations suivantes :

- le forage de quatre puits dans le domaine de l'hydraulique rurale,
- la construction d'un collège à Kothiary,
- une opération test de commercialisation directe de l'arachide auprès de la SONACOS (à ce titre, six tonnes d'arachides ont été récoltées dans le champ collectif de Bamtaré Guré),

- la formation des femmes dans la transformation des produits de cueillette,
- le bon fonctionnement des instances de financement des actions locales de développement.

En 2005, un important travail a été entrepris pour renouveler les instances (50% du dispositif organisationnel a été remplacé), pour le renforcement du comité villageois de

développement (qui repère et fait remonter les demandes de la base), pour la simplification et la systématisation des procédures de décision et de gestion.

Une évaluation des actions mises en œuvre et des impacts, est prévue au terme du projet, afin de définir le contenu du renouvellement.

ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)

Budget de Frs 59'417, financé par la FGC

Durée : juillet 05 - juin 07

L'ALAEF est créée en 1990 et regroupe des villages sénégalais et maliens riverains de la Falémé, autour de la problématique de la lutte antiérosive et de l'alphabétisation. Dans le cadre de la lutte anti-érosive, l'ALAEF s'est d'abord attachée à mettre en place avec les jeunes, des ouvrages de protection des villages et des lieux à caractère social (mosquée, cimetière, écoles). L'ALAEF s'est orientée par la suite, vers des projets d'aménagement hydro agricoles, des actions de lutte antiérosive à caractère productif et des actions de soutien à l'élevage. Parallèlement, l'ALAEF poursuit son programme d'alphabétisation fonctionnelle et met en place des bibliothèques villageoises.

Un nouveau programme pour la période 2003-2006 a été accepté par la FGC et poursuit les objectifs suivants :

- la gestion des ressources naturelles,
- le désenclavement des villages,
- l'alphabétisation dans les 14 villages membres de l'ALAEF.

Bilan et perspectives.

En 2005, l'ALAEF a procédé à une campagne de reboisement pour répondre à la demande de la population locale : plantation de haies vives pour lutter contre l'érosion et d'arbre fruitier pour le développement d'activités économiques pour les jeunes. Cette campagne s'est accompagnée de la formation de huit animateurs en techniques de défense et de restauration des sols pour la démonstration au niveau villageois.

Pour désenclaver les villages le long de l'axe routier Kidira – Bakel, l'ALAEF a procédé à

l'aménagement des routes en mobilisant la population et les camions de l'association.

Ces activités se déroulent parallèlement au programme d'alphabétisation qui procède par la formation de formateurs. En 2005, deux superviseurs et un responsable d'alphabétisation ont été formés par le CEFP. De retour dans leurs zones d'intervention, ces derniers ont alphabétisé en langues locales, les responsables des instances dirigeantes (associations, caisse d'épargne et de crédit), dans le calcul, la lecture et l'écriture. Les formateurs procèdent également par l'alphabétisation de masse afin de doter les différents membres de l'association et de la population locale, de moyens pour participer au processus de décision.

Sur le terrain, ce programme de lutte anti-érosive et d'alphabétisation se traduit respectivement par une augmentation de la fertilité des sols, le maintien des infrastructures sociales, le développement de compétences au niveau local et une amélioration des conditions de vie des acteurs.

Ce programme est à la dernière phase de collaboration avec les jardins de Cocagne et l'ALAEF. Et dans le cadre de la recherche action que les partenaires des Jardins de Cocagne veulent lancer durant l'exercice 2006, certains leaders paysans et des partenaires de l'ALAEF seront à la fois sujets et acteurs de la réflexion sur les filières céréales et lait.

Un projet de lutte contre le vih-sida à Tambacounda

Budget de Frs 35'222, financé par la FGC

Durée : avril 04 - juin 06

« Comment vivre avec le vih-sida ? » est devenu une question incontournable dans toute action pour le développement. Sans discussion ouverte sur ce thème, l'efficacité des programmes de lutte contre le Sida reste très limitée.

Depuis 2002, les Jardins de Cocagne appuient des actions sur ce thème dans la région de Tambacounda. Il s'agit de:

- participer au financement de l'Association Clinique Counselling (ACC) de l'hôpital de Tambacounda qui fait depuis plusieurs années un travail de prévention et de suivi des malades,
- former des animateurs paysans sur le thème « Comment vivre avec le Sida ? »,
- organiser des rencontres entre tous les acteurs qui travaillent sur ce sujet pour faire le bilan des actions menées et pour définir leur poursuite.

L'appui des Jardins de Cocagne au travail de l'ACC a permis d'améliorer le niveau de sensibilisation, l'accompagnement et le soutien des personnes touchées par le vih-sida. Sur le terrain, cela se traduit par l'organisation de nombreuses causeries et projections de film auprès des groupements de femmes, des jeunes, des professionnels du sexe et des routiers ; par un meilleur suivi médical pour les malades, l'accès à un traitement antiviral pour certaines personnes. Pour aider certaines personnes à mieux vivre avec la maladie, L'ACC a soutenu vingt sept initiatives génératrices de revenus avec un taux de remboursement de plus de 75%.

Pour la sensibilisation – prévention en zone rurale, les Jardins de Cocagne travaillent avec leurs partenaires des structures paysannes dans la région de Bak (Comité de Bakel) et l'Union paysanne pour le développement rural de Ségoura (UPDR).

Le comité de Bakel est l'instance de coordination des actions sous régionales en matière de sida. Il participe également à l'information et au plaidoyer pour une prise en charge collective du sida. A ce titre, le comité a organisé en 2005, plusieurs animations villageoises et pièces de théâtre sur des thèmes liés au sida ; animé des émissions radio avec des techniciens de la santé.

L'UPDR, formée à la problématique par l'ACC, est chargée, à travers l'information et la sensibilisation, de la lutte contre la propagation du sida dans le village de Segoucouira.

Bilan et perspectives

Ces actions concertées de sensibilisation, d'information et de prise en charge des personnes vivant avec le sida a maintenu, sinon baissé le taux de prévalence au niveau sous régional et national. Pour renforcer ces acquis et faire face aux flux de population que connaît cette région carrefour, les partenaires des jardins de Cocagne envisagent de rajouter à leur public cible, les routiers et les forains qui sont des vecteurs de propagation de la maladie dans la sous région.

Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel

Budget de Frs 50'210, financé par la FGC

Durée : décembre 2003 - novembre 2005

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par une quarantaine d'associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture, de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP met également sur pied des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, les politiques de développement, l'entrepreneuriat féminin ou la promotion des langues nationales.

Les Jardins de Cocagne sont partenaires du CEFP depuis 1992, avec un appui global aux différents programmes que le centre a

développé jusqu'en 2000. En 2004 et 2005, les Jardins de Cocagne financent un programme d'appui à l'alphabétisation qui vise à :

- renforcer les compétences des personnes responsables des programmes d'alphabétisation dans la sous région (Bakel et Sélibaby),
- organiser des échanges entre ces responsables et les institutions nationales chargés de l'enseignement des langues locales,
- harmoniser les outils d'alphabétisation,
- élaborer des méthodes de post- alphabétisation.

Bilan et perspectives

Dans le domaine de la formation, le CEFP a organisé en 2005, des programmes de recyclage pour douze superviseurs de la zone

de Bakel et pour quinze superviseurs dans la zone de Sélibaby. Cette formation a porté sur les méthodes de suivi évaluation des connaissances acquises et des méthodes d'enseignement. Le CEFP a également organisé des rencontres sur l'harmonisation des terminologies en Soninké et en Pulaar, dans le calcul, la gestion administrative et financière des organisations de base. Et dans la lancée de sa stratégie de diversification des sources de revenus, le CEFP a mis en place des sessions de formation en développement organisationnel pour les organisations paysannes de la vallée du fleuve Sénégal.

Arrivé au stade final de collaboration avec les Jardins de Cocagne, le CEFP est dans une phase transitoire de réflexion prospective en matière de diversification de son partenariat et d'autonomisation à long terme.

Au Mali

La coordination de la Fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME

Budget de Frs 46'047, financé par la FGC

Durée : juillet 04 – juin 06

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées: déficit pluviométrique, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture s'y est peu développée et devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier.

Les hommes partis, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes alors que le poids de la tradition ne leur permet pas, à l'heure actuelle, d'acquiescer un réel pouvoir décisionnel. C'est dans cette dynamique qu'est née la coordination des femmes de l'arrondissement de SAME. D'initiative féminine, la coordination est gérée par les femmes elles-mêmes. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les treize groupements qui composent la fédération, ont pu mettre en place des jardins maraichers, une caisse d'épargne et de crédit, un programme d'alphabétisation et de formation.

Pour renforcer ces acquis, une nouvelle phase a été acceptée par la FGC en 2004-05 avec les objectifs ci-dessous :

- le renforcement de l'irrigation,
- l'expérimentation de nouvelles techniques d'élevage laitier,
- l'appui à l'initiative économique individuelle.

Bilan et perspectives

En 2005, la Coordination de Samé a acquis le premier groupe motopompe (sur les trois prévus par le projet) pour renforcer son système d'irrigation dans ses périmètres maraichers. Cette acquisition s'est doublée de formation en techniques de maintenance de groupe motopompe pour les leaders associatifs et en culture maraichère pour l'ensemble des membres.

La coordination a également initié son projet de production laitière. Vingt vaches ont été achetées (seize génisses et quatre géniteurs), réparties entre trois associations. Les parcs ont été construits et les champs de niébé

cultivés pour constituer des stocks de fourrage. Cette initiative améliore les revenus du ménage (par la vente de lait et de niébé) tout en améliorant son état nutritionnel (par

la consommation de lait et de niébé) et pourra être un objet d'étude dans le cadre de la recherche action que les partenaires des jardins de Cocagne veulent entamer en 2006.

Le fonds de développement local de la Commune de Koussané

Budget de Frs 25'033, financé par la FGC

Durée : janvier 04 - décembre 05

La Commune de Koussané est située dans la partie nord du cercle de Kayes. Elle est composée de vingt-huit villages administratifs et de soixante hameaux de cultures différentes et compte un peu plus de 20'000 habitants, composés de Maures, de Soninkés (Sarakolés), de Khassonkés et de Peuls. Le nombre de personnes actuellement en migration est estimé à environ 1'130, soit plus de 5% de la population totale.

L'agriculture est l'activité principale de la population, l'élevage venant en seconde position avec des pratiques et des fonctions traditionnelles (élevage de prestige), la notion de rentabilité venant au second plan. Les activités commerciales sont plutôt limitées localement, malgré l'existence d'un marché potentiel assez important dans la zone.

En cas de surproduction agricole, les excédents de productions sont principalement acheminés vers Kayes ou vers la Mauritanie par les commerçants. Les activités artisanales y sont peu développées, elles concernent essentiellement la confection de nattes par les femmes, la boucherie, la boulangerie, etc.

Comme à Kothiary au Sénégal, la Commune de Koussané a mis en place un fonds de développement local qui vise les objectifs ci-dessous :

- élaboration d'un plan d'actions prioritaires,

- opérationnalisation du dispositif organisationnel du plan local de développement,
- soutien aux activités économiques.

Bilan et perspectives.

Le cadre de concertation regroupant toutes les catégories socioprofessionnelles (élus, associations, représentants des villages, artisans, société civile) est l'organe d'exécution de ce programme. Après plus d'une année de concertation, toutes les structures de décisions sont aujourd'hui en place et le fonds est devenu opérationnel.

Au niveau collectif, les premières actions appuyées ont porté essentiellement sur :

- le renforcement des capacités des membres des différentes instances,
- l'équipement en matériel scolaire pour quatre nouvelles écoles,
- l'élaboration du plan de développement éducatif de la commune de Koussané,
- le cofinancement de la construction de la case de santé de Koussané et la construction du centre de santé de Moussela,
- le creusement d'un puits et la construction de deux forages.

Au niveau individuel, le fonds a permis d'appuyer deux organisations de base, dans la savonnerie et l'acquisition de matériel de salubrité. Une évaluation est prévue à la fin de cette phase pour identifier le contenu du renouvellement.

En Mauritanie

Les Unions de coopératives

La région du Guidimakha fait naturellement partie de notre zone d'intervention entre les trois frontières du Mali, du Sénégal, et de la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques (conflit entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989), il n'est possible que depuis cinq ans de travailler directement avec les associations de cette région bien que des cadres paysans aient pu, à partir de 1992, être formés au sein du Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel au Sénégal.

L'environnement politique, social et culturel de cette région est particulièrement défavorable, les infrastructures y sont inexistantes, l'analphabétisme général et l'accès aux formations très difficile. De plus, les événements ethniques des années 89-92 ont considérablement ralenti toutes les dynamiques qui avaient vu le jour et laissé un paysage social bouleversé. A cela, il faut ajouter les difficultés climatiques et le niveau très faible des techniques agricoles.

Dans ce contexte, l'organisation du monde rural est indispensable pour entreprendre des actions de développement et c'est pour cette raison que l'appui à la structuration des organisations paysannes prend une place centrale dans notre approche, en partant du postulat que l'apport de techniques seules ne pouvait pas entraîner un réel développement.

A la fin des années 90, quatre unions de coopératives se sont constituées et nous avons choisi de commencer notre travail avec ces dernières, tout en réfléchissant avec elles au rôle que le mouvement coopératif qu'elles représentent peut jouer dans le développement régional.

Les quatre unions sont:

- UCDOB, Union des Coopératives de Développement d'Ould Yenge et de Bouilly,
- Union El Wane,
- UCFG, Union des Coopératives Féminines du Guidimakha,
- UCDK, Union des Coopératives de Développement du Karakoro dans la Commune de Baidiam.

Bilan et perspectives

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives dont chacune compte entre 5 et 50 membres et qui sont actifs dans le maraîchage, la gomme arabique, l'élevage de moutons ou de chèvres, l'artisanat (travail du cuir, tissage, fabrication de nattes, teinturerie, savonnerie), la fabrication de grillage ou le petit commerce.

L'union leur apporte différents services, en particulier l'accès à la formation et à l'alphabétisation, mais également au crédit et à l'appui technique (maraîchage, gomme arabique entre autres). A l'image de ces unions, d'autres se sont maintenant créées : au nombre de quatre en 1990, le nombre d'unions partenaires des Jardins de Cocagne est actuellement de dix neuf, ce qui rend impossible le maintien des formes d'appui individualisé de par le passé. Pour imaginer une autre forme d'appui (soutien à certains programmes transversaux en laissant la responsabilité des actions locales au niveau de chaque union par exemple), le projet caravane ci-dessous a servi d'action test.

La Caravane

Budget de Frs 95'853, financé par la FGC

Durée du projet : janvier 03 – décembre 04

La Caravane est le premier projet fédératif qui réunit la quasi-totalité des unions de coopératives évoluant dans le Guidimakha. Ce projet consiste dans l'organisation de voyages à l'intérieur du Guidimakha pour permettre aux 375 coopératives de la région de se rencontrer régulièrement.

L'objectif général de cette caravane permanente est de développer l'échange entre les coopératives en favorisant l'analyse des difficultés rencontrées et des solutions retenues ainsi que la réflexion sur l'appui et en mettant en valeur les savoir-faire et les

compétences locales. C'est également la première expérimentation d'un fonctionnement fédératif dont le caractère informel garantit à chaque union de conserver son identité propre.

Les objectifs suivants sont visés :

- démultiplication des techniques innovantes expérimentées dans certaines coopératives (maraîchage, culture attelée, techniques de saignées des gommiers, artisanat, gestion des magasins villageois, etc.),

- apprentissage par la rencontre et le partage des expériences,
- inventaire, bilan des compétences dans les différentes coopératives selon les zones,
- émergence d'une structure réunissant les unions pour leur participation au développement régional.

Bilan et perspectives

La Caravane a été évaluée en février 2006 et la restitution a eu lieu en avril 2006 avec l'ensemble des partenaires et les conclusions serviront à élaborer la suite du partenariat.

La Commune de Baïdiam

Budget de Frs 104'259, financé par la FGC
Durée : janvier 06-décembre 07

En juillet 2001, un fonds de développement local a été mis en place dans la Commune de Baïdiam suivant les mêmes principes qu'à Kothiary au Sénégal. Il s'agit du premier fonds géré par les élus et les représentants de la société civile au sein d'une commune du Guidimakha.

Le conseil municipal, en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la commune a mis en place un dispositif participatif pour faire fonctionner ce fonds.

Pour la mise en œuvre de ce programme quadriennal le comité de développement a engagé plusieurs actions en 2004. Il s'agit de:

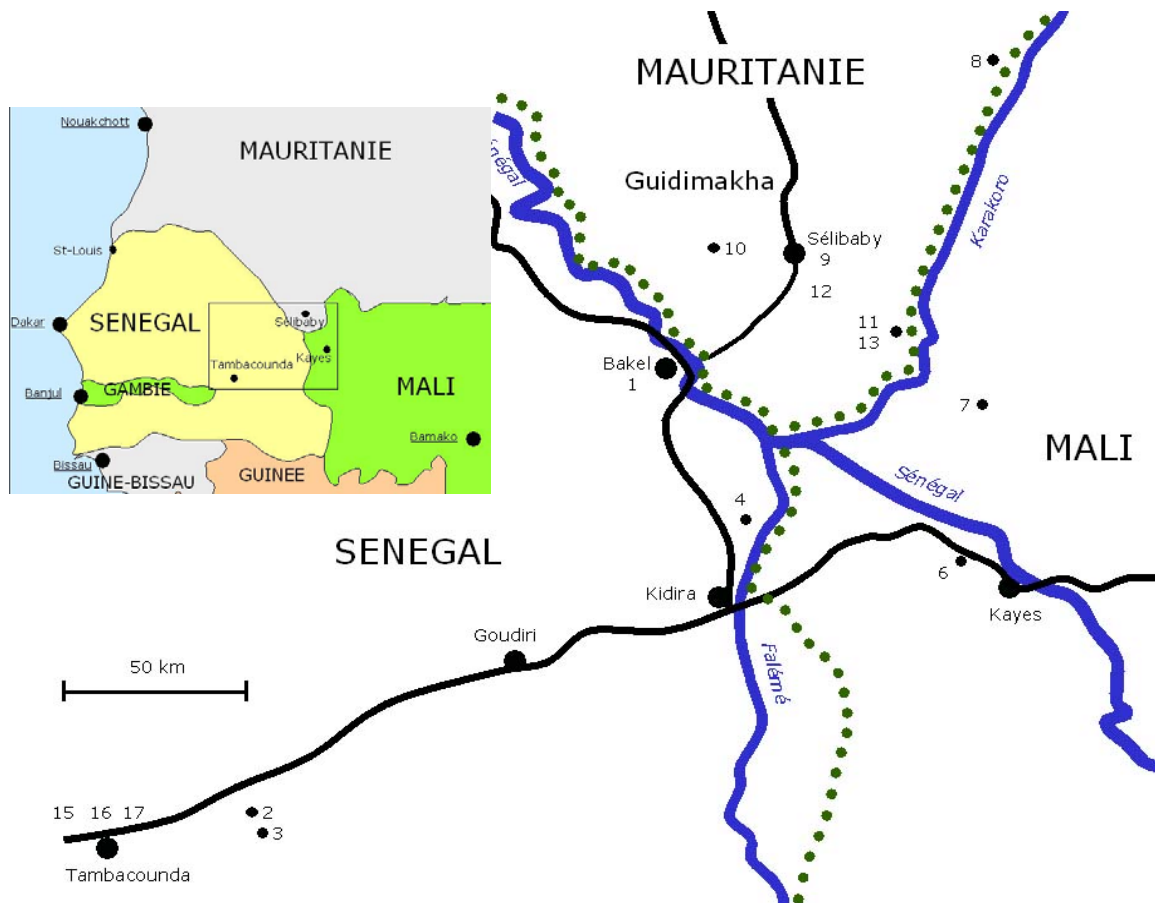
- fonçage et surcreusement de puits,
- construction d'un poste de santé,
- construction de parc de vaccination,
- construction des salles de classe,
- formations et alphabétisation,
- missions de sensibilisation sur la gestion des ressources naturelles.

Bilan et perspectives

Une mission de terrain en janvier 2006 a permis de constater les réalisations suivantes :

- construction du poste de santé dans le village de Wad Nage,
- aménagement du parc de vaccination de Baïdiam,
- construction de deux salles de classes à Goudiowol,
- le surcreusement des puits d'eau potable dans trois villages de la commune de Baïdiam,
- construction de seuils de retenus d'eau dans 4 villages de la commune.

Ces aménagements augurent d'une amélioration du niveau de production, mais que faire sans crédit de campagnes, sans semences, etc. C'est à cette épineuse question que doit répondre la communauté de Baïdiam dans sa deuxième année d'exécution de son fonds de développement local.



Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) CEF, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Commune de Kothariy, Fonds de développement local
- 4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) Coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) Commune de Koussané, Fonds de développement local
- 8) Union des Coopératives de Développement des Communes de Bouilly et Ould Yengé, UCDOB
- 9) Union des Coopératives des Femmes du Guidimakha, UCFG
- 10) Union des Coopératives Féminines El Wane
- 11) Union des Coopératives de Développement de la Karakoro, UCDK
- 12) Caravane
- 13) Commune de Baïdiam, Fonds de développement local

Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:

- 14) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural dans le tiers-monde. Bakel, Sélibaby, Kayes
- 15) GADEC : Groupe d'Action pour le Développement Communautaire, Tambacounda.
- 16) Kora : ONG d'appui technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 17) Comité de clinique counselling / VIH - Sida, Tambacounda

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud,
cp 245, CH-1233 Bernex
SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch
CCP: 30-175347-2, Les Jardins de Cocagne -
Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de la
Fédération
Genevoise de
Coopération
(FGC)

